

**DISCOURS DE CLOTURE D'OLIVIER NOBLECOURT, DELEGUE INTERMINISTERIEL  
A LA PREVENTION ET A LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE DES ENFANTS ET DES  
JEUNES**

**Clôture de la concertation et remise des propositions des groupes de travail  
PARIS – 15 mars 2018**

---

Quelques mots pour conclure ce temps de restitution, trois messages rapides pour la suite.

Le premier message, c'est un mot pour remercier l'équipe de la délégation et les directions d'administration centrale, les directions déconcentrées de l'Etat, les CAF, tous ceux qui ont permis cette phase de concertation, que madame la ministre, vous avez souhaité déployer sur les territoires. Une concertation numérique aussi, tout cela a nécessité des moyens et souvent beaucoup d'acrobaties d'organisation, je veux vraiment redire combien l'engagement de tous ceux qui ont permis ces temps de concertation a été précieux.

Deuxième message pour remercier les coprésidents et membres des groupes, pas seulement pour le travail conduit, mais pour le résultat, pour la réussite de leurs réflexions et pour la richesse des rapports. Il y avait un pari au départ, c'était le sens des lettres de mission, il y avait l'exigence de refuser l'exercice du rapport exhaustif, de la litanie de mesures, de l'inventaire des bonnes idées, l'idée était d'assumer un parti pris, une orientation de politique publique, des priorités sur la prévention, l'investissement social, le fait de partir des plus vulnérables, des plus fragiles, des plus jeunes. Aujourd'hui, à la lecture de ces rapports, nous voyons combien le pari est tenu et combien l'ambition est là, extrêmement forte. Rappelons-nous toutes les questions que nous nous posons collectivement il y a encore trois mois : nous nous demandons si nous serions au rendez-vous de nouvelles politiques publiques. Prenons la petite enfance : mesurons le chemin parcouru sur une politique au départ de garde d'enfant, la conciliation vie professionnelle et vie familiale, à laquelle la branche famille est encore légitimement très attachée, les enjeux liés au travail féminin, mais aussi faire de l'enfant lui-même un enjeu de politique sociale et

familiale, un enjeu dans la lutte contre la pauvreté. Nous nous demandions si cela pouvait être porté sans tomber dans des politiques de ciblage dont nous savons qu'elles ont des impacts à long terme, même à court terme, extrêmement négatifs. Serions-nous capables d'imaginer des nouveaux outils pour nous attaquer à cette question de la pauvreté en conditions de vie ? ... On parle toujours de la pauvreté de manière monétaire, on fait référence au taux de privation matérielle, mais les associations nous rappellent qu'elle a d'autres dimensions, sur l'estime de soi, sur le regard porté par la société, des conséquences dans la vie quotidienne... Il fallait pouvoir franchir ce pas, et même si ce n'est pas transgressif de rester attaché à des enjeux monétaires, on sait bien que ça n'épuise pas les questions.

Le défi était extrêmement difficile et je crois que nous pouvons collectivement nous dire que, oui, nous pouvons repenser les politiques sociales en partant des plus vulnérables, les enfants, et en appliquant ce principe que plus on agit tôt, plus on est efficace. S'attaquer à la pauvreté dès la racine, c'est la combattre dans l'instant présent, empêcher cette double-peine que vivent un trop grand nombre de jeunes dans notre pays de grandir dans une situation fragile et d'avoir un destin social déjà écrit. Vous avez réussi cette gageure et vous n'oubliez rien, ni la redistribution monétaire, ni les minima sociaux, ni la question de l'accès à l'emploi. Vous pouvez penser ensemble à l'éducation, la formation et l'enjeu de ne jamais désarrimer une logique d'accompagnement social d'une logique d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie.

Vous avez fait des propositions extrêmement novatrices qui vont nous demander un travail très important. Je salue le fait que vous ne nous avez pas facilité la tâche pour le travail interministériel qui s'ouvre maintenant et le travail d'arbitrage : nous avons devant nous quelques semaines pour être à la hauteur du travail collectif que vous avez fourni, pour transformer ces essais, ces interpellations, ces exigences dont vous êtes aujourd'hui dépositaires.

C'est le troisième message sur lequel je veux conclure notre temps : nous sommes dans une dynamique collective, dans la constitution d'un nombre d'acteurs très importants, entre 150 et 200 personnes, dans les groupes de travail, et qui aujourd'hui sont parties liées. Il faut préserver ce cadre

d'engagement collectif et que nous restions attachés à ce que vous avez souhaité, madame la ministre, en termes de politique publique.

La façon dont on élabore une politique publique dit beaucoup de ce qu'elle sera : si elle est inclusive, si elle s'attache aux réalités de vie des personnes, si elle mobilise les acteurs avec leurs solutions, elle aura davantage de chance d'être demain inclusive et efficace.

Je vous le dis aujourd'hui, nous aurions souhaité en faire encore plus dans cette phase de concertation, en tout cas, nous avons tenu bon dans toutes ses dimensions que nous avons voulu au départ et nous aurons à cœur de maintenir cette exigence dans la phase de mise en œuvre de la stratégie qui sera décidée par le gouvernement et le président de la République.

Nous sortons de trois mois qui ont été une aventure humaine, nous avons vu le film avec ces visages de la pauvreté sur le territoire, nous sommes dépositaires de ces parcours de vie, ces souffrances, cette exigence, celle des personnes en situation de pauvreté, des collectivités, des associations, qui elles aussi portent tant et tant de réalités difficiles sur les territoires. Aujourd'hui, le travail qui s'ouvre devra être à la hauteur de cette exigence et de ce cadre collectif.

Le défi est important : il ne s'agit pas de faire un nouveau plan, de prévoir un nombre de mesures avec un tableau de bord pour voir si tout ça fonctionne ou pas. Notre défi, c'est de faire durablement reculer la pauvreté en combattant ses causes, et ce défi là nécessite que dans la conception des politiques publiques, on parte de ceux qui font et qu'on passe d'un plan administratif à des objectifs portés par les acteurs. Ce que l'on trouve dans les rapports des groupes de travail, ce sont des objectifs partagés, avec des acteurs qui sont ensemble prêts à s'engager. Nous avons créé ce cadre d'engagement et le gouvernement va arbitrer vos propositions. Je vous remercie d'avoir été au rendez-vous de cette concertation et je sais que vous serez au rendez-vous demain de la mise en œuvre. Merci à tous.